

Réponse à la consultation publique de l'ARCEP qui souhaite recueillir avant le 15 octobre 2014 des commentaires concernant son projet de décision fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par des dispositifs à courte portée.

Version publique

M. le Directeur général, Je souhaite vous faire part des observations suivantes :

1) Dans la note de présentation le paragraphe **1.2 « La notion de « bandes libres » au sens de la présente consultation »** l'ARCEP écrit notamment :

« On emploiera le terme synthétique de « bande libre », ou d'« utilisation libre de fréquences », dans la présente consultation, pour désigner une bande de fréquences dont l'utilisation n'est pas soumise à une autorisation individuel le préalablement délivrée par l'ARCEP. Les équipements radioélectriques peuvent ainsi utiliser « librement » de telles fréquences, dans le cadre, toutefois, du respect de certaines conditions techniques qui y sont fixées afin d'assurer le bon usage des fréquences (...)

Par ailleurs, l'ARCEP écrit ...

Enfin, d'autres installations radioélectriques, dont la portée n'est pas forcément limitée, peuvent posséder des caractéristiques de fonctionnement permettant de prévenir au maximum les cas de brouillages préjudiciables. Ainsi, et afin de faciliter le déploiement de tels systèmes en limitant les démarches administratives, ces derniers peuvent également être autorisés à utiliser librement certaines fréquences :

(...)

- les installations (terrestres et satellitaires) de radioamateurs, qui pratiquent un loisir technique permettant, sous réserve de délivrance par l'administration d'un certificat, de réaliser des transmissions radioélectriques à titre uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire

Il me semble que cette présentation faite par l'ARCEP de l'utilisation des équipements radioélectriques « libres et de courte portée » et des radioamateurs peut porter à confusion. En effet, les Services d'amateur sont juridiquement des services de radiocommunications au sens du Règlement des Radiocommunications de l'UIT a part entières et non « *une activité de loisir* ». Et par ailleurs, compte tenu de l'obligation de compétence (certificat d'opérateur) l'accès aux installations radioélectriques d'amateur est interdit au grand public en utilisant des équipements radioélectriques objets de la présente décision de l'ARCEP.

Aussi, il semble important d'indiquer dans la décision publiée, suivant la rédaction que vous jugerez la mieux adaptée, que ces équipements radioélectriques dits « libres et de courte portée » ne doivent pas être modifiés dans leurs caractéristiques techniques et que par suite, ces équipements radioélectriques ne doivent pas être l'objet d'un détournement d'usage.

2) Extrait du projet de décision de l'ARCEP concernant la définition «dispositif à courte portée»

« Pour les motifs suivants :

Le terme « dispositif à courte portée » regroupe plusieurs types d'équipements dont les émissions radioélectriques sont de faible puissance, et qui ont ainsi des portées de faible distance. Avec de telles caractéristiques d'usage, la probabilité de brouillage mutuel est considérée comme réduite.

*Les dispositifs à courte portée **sont typiquement des produits grand public et professionnels** qui sont utilisés dans de nombreuses applications telles que les systèmes Wi-Fi l'identification par radiofréquence (RFID), les systèmes d'alarme, les implants médicaux, la télémessure de données à usage privé, les microphones et systèmes audio, les systèmes de verrouillage sans clé des automobiles, les systèmes de transport intelligents, etc.*

*La présente décision vise à autoriser l'usage sur différentes bandes de fréquences des dispositifs à courte portée et à en **fixer les conditions d'utilisation sur le territoire français** »*

Dès lors, M. le Directeur Général, compte tenu des remarques précédentes, je vous prie de bien vouloir introduire dans le projet de décision de l'ARCEP les dispositions suivantes :

1) Proposition d'ajouter à la suite de l'article 3 du Décide un Art. 3-1 rédigé comme suit :

« Article 3-1 – La modification des caractéristiques techniques des équipements radioélectriques, objet de la présente décision, pour une utilisation autre que celle prévue est interdite. »

2) Compte tenu que l'ARCEP n'a pas de compétence juridique pour réglementer les radiocommunications sur les territoires français situés en Région 3 de l'UIT / Cf. Art. L. 41-3 notamment du CPCE)

A la fin de la dernière phrase du paragraphe introductif ; ajouter « ***des régions 1 et 2 de l'UIT*** »

La phrase devient ainsi : « *La présente décision vise à autoriser l'usage sur différentes bandes de fréquences des dispositifs à courte portée et à en fixer les conditions d'utilisation sur les territoires français* » ***des régions 1 et 2 de l'UIT.*** »

crd 10/10/2014